



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine et à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

**28<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'homme**

**19 MARS 2012**

*Intervenante : Medine Ispir*

Monsieur le Président,

La RADDHO a pris notes mesures prises par la République d'Angola afin de consolider la promotion et la protection des droits de l'homme. En réduisant de moitié le taux de l'extrême pauvreté, le pays a amorcé un développement économique qui mérite d'être souligné.

Il ya quelques années, personne ne pouvait imaginer que ce pays allait sortir de ces longues années de guerre fratricides et dont les séquelles traumatiques sont visibles encore de nos jours sein de la société angolaise.

La RADDHO regrette le manque d'hospitalité des angolais à l'égard de leurs frères migrants africains et ce, malgré la solidarité et la contribution de plusieurs pays africains à l'indépendance de ce pays.

Nous déplorons la stigmatisation et les mauvais traitements cruels et inhumains infligés aux enfants accusés de sorcellerie. Les violences sexistes et inégalités entre les sexes demeurent une source de préoccupation.

Nous sommes alarmés par les exactions des forces de sécurités angolaises sur les migrants, principalement ceux en provenant de l'Afrique de l'ouest et du Congo.

En effet, nous exhortons l'Angola à créer un espace favorable aux acteurs de la société civile, à la liberté de la presse, d'association et au respect du droit à la manifestation pacifique.

Une attention particulière doit être accordée aux respects scrupuleux des droits des minorités religieuses présents dans le pays.

En conclusion, la RADDHO invite l'Angola à prendre des mesures adéquates pour lutter contre l'impunité dont jouissent les agents de l'Etat qui se rendent coupables de violations graves des droits de l'homme et de faciliter l'accès de leurs victimes à justice. Un effort doit être fait pour éradiquer la corruption dans l'administration de la justice et dans les différents secteurs de vie socio-économique.

Je vous remercie